

à la stabilité stratégique en répartissant entre un grand nombre de plates-formes de lancement variées des armes nucléaires mal adaptées à une première frappe préventive.

Malgré tous ces arguments, cependant, le président Bush annonça, dans son discours stupéfiant du 27 septembre 1991, la mesure unilatérale suivante : les États-Unis allaient retirer de leurs navires de surface, de leurs sous-marins d'attaque et de leurs avions de l'aéronavale basés au sol toutes leurs armes nucléaires tactiques. Étaient notamment visés les *Tomahawk* de longue portée à ogives nucléaires, les missiles de croisière mer-sol et les bombes nucléaires larguées par des avions embarqués. Généralement parlant, le président américain promit qu'«en temps normal, nos navires n'emporteront pas d'armes nucléaires tactiques». Il ajouta que nombre des ogives retirées seraient démantelées et détruites. Le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, révéla par la suite que les ogives en question appartenaient aux systèmes «plus anciens», qui constituaient environ 50 p. 100 de ceux déployés en mer, et qui provenaient d'un stock qui s'élevait, selon d'autres sources, à quelque 1 825 à 2 525 pièces. Les ogives restantes, déclara M. Bush, seraient «entreposées en lieu sûr dans des zones centrales où l'on pourrait aller les chercher en cas de nécessité dans une crise future».

Parallèlement, il demandait à l'URSS, dont l'arsenal d'armes nucléaires tactiques navales et de SLCM de longue portée à ogive nucléaire compterait entre 2 450 et 3 075 pièces, de rendre la pareille aux États-Unis. Un peu plus d'une semaine plus tard, le 5 octobre, le président Gorbatchev s'exécuta et renchérit même par un appel à la destruction de toutes les armes nucléaires tactiques navales. Ainsi, dans une volte-face époustouflante, le gouvernement Bush semble avoir devancé les partisans de la dénucléarisation tactique navale. Cependant, tant que des armes nucléaires tactiques navales plus modernes restent entreposées, prêtes au redéploiement en cas de crise, la question reste à l'ordre du jour de la limitation des armements mondiaux.

### LIMITATION DU NOMBRE DES SOUS-MARINS D'ATTAQUE

La proposition de réduire considérablement, voire d'interdire tout à fait, les sous-marins d'attaque de haute-mer est l'une des plus courageuses de ces dernières années en matière de limitation des armements navals. La rivalité navale Est-Ouest traditionnelle s'exprimait essentiellement dans la concurrence que se livraient les deux camps dans le domaine des sous-marins et de la lutte anti-sous-marine. La force sous-marine soviétique est depuis longtemps considérée comme la plus grande menace pesant sur les lignes de communication maritimes occidentales, alors que, côté soviétique, c'est la flotte américaine de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire (SSN) qui menacerait le plus les sous-marins porteurs de missiles balistiques stratégiques de

la force de dissuasion de l'URSS. Contrairement aux porte-avions et à la plupart des navires de surface, les sous-marins d'attaque modernes sont relativement peu utiles aux forces navales en temps de paix ou dans des conflits, excepté en cas de grande guerre Est-Ouest. De toute façon, leur nombre important dans les marines américaine et soviétique est le reflet de la concurrence qui oppose les deux camps, puisque les flottes sous-marines des autres pays sont encore assez réduites. Les sous-marins d'attaque modernes coûtent également très cher. Ainsi, la facture pour le dernier né de la marine américaine, le *SSN-21 Seawolf*, atteindrait 2 milliards de dollars pièce. Enfin, les sous-marins ont toujours eu une assez piètre image auprès du public, au point que l'on a essayé à plusieurs reprises, mais en vain, de limiter leurs opérations, voire de les interdire tout bonnement.

Il n'est donc pas surprenant que, les tensions Est-Ouest s'apaisant, le sous-marin d'attaque devienne le candidat idéal à la mise au rancart. Les propositions vont de celle de Johan Holst, qui préconise l'interdiction pure et simple de la catégorie des sous-marins hauturiers (sans toucher aux bâtiments plus petits servant uniquement à la défense côtière), à celle de l'analyste James Lacy de la société RAND, qui prône de «fortes réductions» du nombre des sous-marins d'attaque modernes à propulsion classique et nucléaire; à savoir : de moitié environ de part et d'autre. La prolifération de tels sous-marins dans d'autres pays du monde entier est aussi une cause d'inquiétude manifeste.

Comme dans d'autres formes de limitation des armements navals, la marine américaine rejette les propositions visant à limiter bilatéralement le nombre des SSN américains et soviétiques. Elle fait valoir que, pour s'acquitter de leur mission principale, qui est d'assurer la maîtrise des mers, les États-Unis, qui en outre jouent un rôle plus vaste dans le monde, ont besoin de plus de sous-marins d'attaque que l'URSS pour la sienne, qui est d'assurer l'interdiction d'accès. Le taux de production américain actuel est si faible, ajoute-t-elle, que toute réduction de la force prévue mettrait gravement en péril la base constituée par l'industrie et la recherche, nécessaire pour relever tout défi à venir. D'après la marine, on n'économiserait pas beaucoup d'argent, du moins côté américain, car, la plupart des bâtiments étant assez récents et étant donné le prix de leur démantèlement et de l'entreposage de leurs déchets nucléaires, cela reviendrait moins cher de continuer à les utiliser que de les mettre au rebut. Enfin, elle fait valoir que l'on a encore besoin d'une force américaine importante pour contrer la prolifération croissante de sous-marins dans des pays autres que l'URSS (à l'heure actuelle, on compte 222 sous-marins à propulsion classique répartis entre vingt et un pays du tiers-monde).

Les partisans de réductions négociées rétorquent qu'étant donné leur supériorité technologique et le nombre de bâtiments hostiles qu'ils pourraient avoir à affronter dans un conflit avec le tiers-monde, les sous-marins américains que